

Culture (II)

Al-Siyasa (Hadith al-Yawm), 25 juillet 1932.

Entre ceux qui comprennent l'enseignement pour ce qu'il est vraiment, qui en apprécient le rôle dans la formation de la nation, et qui apprécient également le lien entre lui et les idéaux les plus élevés de la nation — entre ces gens et le Ministère de l'Instruction publique, il existe un désaccord vaste, profond et de grande portée sur la culture égyptienne : qu'est-elle ? Sur quoi repose-t-elle ? Et que doit-elle être ?

Et la source de ce désaccord est que le Ministère de l'Instruction publique n'a jamais, à aucun moment, soumis ces questions à un examen et à une réflexion sérieux ; car il est, semble-t-il, d'un esprit trop étroit pour pouvoir réfléchir à de tels sujets, et il considère ceux qui réfléchissent à la culture égyptienne, à ses fondements et à son avenir, comme une bande de pédants prétentieux qui philosophent en l'air, perdant leur propre temps et celui de leurs lecteurs sur ce qui n'enrichit ni ne profite à personne.

Et je vous parle d'expérience lorsque je vous dis que vous ressentirez beaucoup de lassitude et d'ennui, puis du désespoir et de l'abattement, en parlant aux hommes de l'enseignement du Ministère de ces questions que je viens d'évoquer ; car vous trouverez des gens qui ne vous comprennent pas, et qui sont incapables de vous comprendre. Et il est difficile pour celui qui ne vous a pas compris de continuer à vous écouter ; vous rencontrerez donc du dédain et de l'évitement. Si votre interlocuteur a quelque courtoisie et quelque bon goût, il détournera la conversation vers la plaisanterie et la badinerie, vous offrira une cigarette, commandera pour vous un café, et vous dira en riant : « Ce sont des questions prématurées ; mieux vaut attendre, pour cela, que l'indépendance soit achevée. » Et s'il vous parle avec rudesse, l'âme épaisse et le goût grossier, il vous laissera parler tandis qu'il bâille, s'étire, et s'amuse avec ce qu'il trouve devant lui sur la table — un stylo, un papier, un livre — jusqu'à ce que vous sentiez que vous ne parlez en réalité qu'à vous-même, puisque votre compagnon ne vous écoute pas du tout ; alors vous changez de sujet, et votre compagnon se tourne aussitôt vers vous, le visage ouvert et rayonnant.

J'ai rencontré les deux types d'hommes au Ministère de l'Instruction publique, je les ai mis à l'épreuve, et j'ai essayé de parvenir avec eux à quelque résultat, mais je n'y ai réussi, ni peu ni beaucoup.

Car le Ministère de l'Instruction publique a procédé, depuis l'Occupation, sur l'idée que l'enseignement est un moyen de former des fonctionnaires. Puis le nombre des instruits s'est accru jusqu'à dépasser le nombre des postes, et les journaux ont commencé à publier des chapitres et des articles montrant que confiner l'enseignement à la formation de fonctionnaires était l'un des méfaits de l'Occupation, et il est devenu, pour l'homme éclairé, une marque de distinction que de mettre ce méfait au compte des Anglais, et d'affirmer que l'enseignement a d'autres fins que cette fin modeste. Le Ministère de l'Instruction publique a donc suivi les journaux, et ses hommes ont adopté cette opinion — étant eux-mêmes des hommes éclairés — mais ils n'ont jamais cherché à savoir quelles étaient ces autres fins, ni tenté de les définir. J'ai été stupéfait, au début de cette année scolaire, par un échange entre le ministre de l'Instruction publique et moi-même, au sujet des étudiants que le Ministère entassait en grand nombre à l'École Supérieure de Commerce. J'ai demandé au ministre : « Et que feront ces étudiants, qu'on entasse par centaines dans cette école, une fois leurs études terminées ? Car ce que nous observons dans d'autres pays, c'est que les grandes écoles techniques spécialisées n'admettent les étudiants qu'en nombre mesuré, et que les universités seules les admettent sans limite, car les universités rendent le savoir librement accessible aux gens, rien de plus. Ces écoles-ci, en revanche, préparent leurs étudiants à des emplois particuliers ; il faut donc que le nombre de ces étudiants corresponde au besoin réel. » Le ministre répondit : « Ce qui m'importe, c'est simplement d'alléger la pression sur le Ministère, et de dissiper le mécontentement des gens qui ne savent où placer leurs fils une fois qu'ils ont obtenu leur baccalauréat. Quant à leur avenir, une fois leurs études terminées, cela ne me concerne pas ; il faut que les gens s'instruisent à leurs risques et périls. L'enseignement supérieur n'est pas un trésor dont il faille s'emparer à tout prix ! »

Le ministre de l'Instruction publique faisait donc de la politique, et non de l'enseignement, lorsqu'il entassait ainsi les étudiants à l'École de Commerce. Il voulait soulager le gouvernement — même provisoirement — du mécontentement des mécontents et des protestations des protestataires. Quant à l'avenir de ces étudiants, quant à leur instruction même, cela ne le concernait en rien. Il en résulta que l'École de Commerce devint, en fait, deux écoles : l'une fonctionnant dans la première partie du jour, l'autre dans la seconde, sans que le nombre des professeurs n'augmentât guère. Ayez donc pitié, avec moi, de ces pauvres professeurs, contraints de répéter le même cours plusieurs fois par jour.

Et pourtant le ministre de l'Instruction publique est, parmi tous les hommes de son ministère, le plus large d'esprit, le plus étendu d'horizon, et celui qui parle le plus de telles choses — jugez donc, après cela, de la part qu'a le Ministère de l'Instruction publique en largeur d'esprit, en étendue d'horizon et en justesse de pensée.

Et le Ministère de l'Instruction publique a procédé, depuis l'Occupation, sur l'idée que l'enseignement devait être anglais ; car les Anglais le voulaient ainsi, et ils ont combattu la culture française jusqu'à la chasser des écoles du gouvernement. Puis l'indépendance fut déclarée, et les journaux se mirent à dire que la culture anglaise seule ne suffisait pas, et qu'un peu de langue française, si on la rendait aux écoles, serait utile. Le Ministère de l'Instruction publique résista donc à cette idée par tous les moyens de résistance dont il disposait, afin de satisfaire ce courant que j'ai évoqué dans mon article d'hier. Et je connais deux ministres qui subirent de cette résistance beaucoup de mal, qui les exposa à bien des désagréments. Le premier d'entre eux fut Ali Maher Pacha, qui vint au Ministère de l'Instruction publique plein d'enthousiasme pour la culture latine, la défendant, insistant pour la renforcer ; il crut pouvoir le faire, et se croyait indépendant dans les affaires de l'enseignement ; il se lança donc et ordonna que le latin fût enseigné dans certaines écoles secondaires, le grec dans d'autres, et le français dans toutes. Mais il ne fallut guère de temps avant qu'il n'apprenne que son indépendance était douteuse, que le grec et le latin étaient une sorte de luxe à réserver aux Européens, non aux Égyptiens, et que le français devait être enseigné, mais avec mesure. L'homme se vit alors entre la démission et la soumission ; il se soumit, et le latin et le grec furent effacés, leurs professeurs dispersés dans les provinces pour y enseigner le français de façon modeste.

Quant à l'autre ministre, c'était Mourad Sayed Ahmad Pacha. Il vint croyant en la culture latine, l'encourageant, ainsi que la langue française en particulier. Lui et le Président du Conseil furent tous deux frappés du fait que le gouvernement, ayant achevé la nouvelle Constitution, n'avait trouvé, pour la traduire en arabe et en anglais, personne de compétent qu'après bien des peines et des difficultés. Mourad Pacha voulut donc renforcer l'étude des langues, et encourager l'enseignement du français. L'homme ne fit guère plus que réfléchir et juger, et présenta sa réflexion et son jugement au Président du Conseil, qui faillit l'approuver et le soutenir ; mais ceux qui s'étaient opposés à Maher Pacha revinrent s'opposer à Mourad Pacha. Et l'on m'a dit que la correction de l'excès

dans lequel s'était engagé Mourad Pacha avait coûté au Président du Conseil une fatigue non négligeable. Et ceux qui ont ainsi puni les deux ministres enthousiastes de la culture latine ne sont pas loin du Ministère de l'Instruction publique, et ils ne haïssent pas la culture latine, ni n'aiment la culture anglaise ; car ils ignorent l'une et l'autre culture tout autant. Ce sont simplement des gens qui n'abordent aucune question d'enseignement sans se demander : que pense ce courant-ci de cette affaire ? Que pense ce courant-là de cette affaire ? Et ils ne se demandent jamais : où se trouve l'intérêt de la nation dans cette affaire ?

Et je ne connais aucun secteur du gouvernement égyptien où le sentiment d'indépendance se soit affaibli, depuis sa déclaration, et où se soit intensifié le souci de connaître l'avis des Anglais sur toute chose, en général comme en détail, autant qu'au Ministère de l'Instruction publique. En parler longuement serait inutile, et les détails n'en sont pas de nature à relever la tête de l'Égyptien, ni à affirmer sa dignité.

Il existe donc, au Ministère de l'Instruction publique, une politique visant à imposer la culture anglaise à ce pays, et le Ministère de l'Instruction publique soutient cette politique, car la soutenir plaît aux Anglais, et parce que, pour le Ministère de l'Instruction publique, toutes les cultures se valent, aucune n'étant préférée à une autre, sauf celle qui procure un avantage immédiat. Et qu'y a-t-il de plus proche d'un avantage immédiat que de plaire aux Anglais ? Et pourtant, c'est un péché national, et un crime contre ce peuple, que d'imposer aux Égyptiens une culture déterminée. Les Égyptiens doivent, au contraire, avoir leur propre culture égyptienne authentique. Et cette culture égyptienne authentique ne naîtra que le jour où il sera permis aux Égyptiens de puiser dans les cultures qu'ils voudront, et de prendre le savoir où ils le veulent eux-mêmes, et non là où on le veut pour eux.

Il est permis aux Égyptiens d'acheter ce dont ils ont besoin de marchandises étrangères, qu'elles viennent des Anglais, des Français, des Allemands ou des Italiens ; rien ne limite leur liberté en cela, sinon la concurrence entre ces nations, à savoir laquelle saura satisfaire l'acheteur par la qualité de ses marchandises, la modestie de son prix, et l'excellence de son service. Il faut donc leur permettre de même de prendre, de la culture, ce dont ils ont besoin auprès de toutes ces nations, en choisissant eux-mêmes, sans que le gouvernement choisisse pour eux.

Et que diriez-vous si le gouvernement nous imposait de n'acheter qu'aux Anglais, de ne traiter qu'avec les Anglais, et de ne voyager que

vers les pays anglais ? Il ne saurait nous imposer cela. Et pourtant il a réussi, jusqu'à présent — grâce à l'Occupation d'une part, grâce aux intérêts anglais après l'indépendance d'autre part, et grâce, enfin, à notre propre négligence de l'enseignement — à nous imposer la langue anglaise et la culture anglaise. Ainsi, quiconque parmi nous désire une autre langue, ou une autre culture, n'a pas le droit de les chercher dans les écoles de l'État, mais doit les chercher dans les écoles libres étrangères.

Les principes les plus élémentaires de la liberté politique obligent le gouvernement à ne pas imposer au pays une culture étrangère déterminée dans l'enseignement public, et l'obligent à ce que l'enseignement se fasse, dans toutes ses branches, en langue arabe, et à ce que toutes les langues vivantes évoluées, ou du moins les plus évoluées d'entre elles, soient représentées dans les écoles de l'État, afin que les élèves et les parents puissent y choisir ce qu'ils veulent. Et la moindre part de discernement et de considération pour l'intérêt national oblige le gouvernement à ne pas imposer la culture anglaise au pays par la contrainte ; car nous voulons l'indépendance, et nous voulons l'arracher aux Anglais, et il est donc bon que nos élèves aient devant eux des idéaux d'art, de lettres, de science et de vie, autres que les idéaux anglais.

Je crois qu'il n'y a aucun bien à vouloir départager une culture d'une autre, car chaque culture a sa valeur et ses mérites propres. Nous avons besoin de prendre, de toute chose, ce qu'elle a de meilleur. Détournons-nous donc de cette absurde mise en balance entre la culture latine et la culture anglaise, et tournons nos efforts vers la formation d'une culture égyptienne authentique, qui tire sa nourriture d'une libre connaissance des cultures humaines, anciennes et modernes, en général.

Et je serai parmi les plus heureux des hommes, le jour où je verrai un gouvernement égyptien avoir assez de courage pour mettre sur un pied d'égalité, dans les écoles de l'État, les langues et les littératures anglaise, française et allemande, et laisser aux élèves et à leurs parents le droit de choisir. Mais je suis certain que ce gouvernement ne sera pas celui de Son Excellence Sidki Pacha.